



UNION GÉNÉRALE DES FÉDÉRATIONS DE FONCTIONNAIRES

Montreuil le 5 août 2009

Monsieur le Ministre du budget, des
comptes publics, de la fonction publique
et de la réforme de l'État
139 rue de Bercy
75572 Paris cedex 12

Objet : Logements de fonction

Monsieur le Ministre,

C'est par un article de presse diffusé le 3 août que la CGT a découvert votre volonté de restreindre et de renchérir les logements de fonction, par une disposition qui serait incluse dans le PLF 2010.

De ce que nous avons appris par les médias, votre argumentaire suscite, au minimum, bien des réserves de notre part.

En tout état de cause, ce qui est immédiatement et incontestablement inacceptable, est le fait qu'une telle mesure soit envisagée sans que la moindre concertation avec les organisations syndicales représentatives n'ait eu lieu en amont.

Serait-ce à vos yeux, que l'effet d'annonce prévaut sur le dialogue social ? Ou encore, que la réforme que vous appelez de vos vœux soit si partisane et régressive que, débattue au fond, elle ne suscite que réserve et hostilité ?

Pour sa part, l'UGFF CGT estime qu'un tel dossier doit être examiné dans toute sa complexité et que les améliorations à apporter doivent être construites à l'issue d'échanges approfondis.

C'est pourquoi, nous vous demandons officiellement de surseoir à votre projet et, dès la rentrée, d'entreprendre avec les syndicats une négociation, sans tabou ni à priori, visant à une véritable réforme de progrès qui, dès lors, ne pourra être que largement partagée.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

Jean Marc CANON

Secrétaire Général de l'UGFF CGT